

*Compression des dépenses de l'État*

**Une voix:** Est-ce que vous l'appuyez?

**M. Diefenbaker:** En voilà un autre qui ne sait absolument pas de quoi il s'agit. C'est un gouvernement libéral qui avait supprimé cette mesure et M. Lévesque l'a réintroduite. Cela semble indiquer qu'il se rend compte qu'il devrait être favorable au principe de la monarchie, quoi qu'il arrive.

**Des voix:** Bravo!

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a déjà très clairement exposé le comportement général du gouvernement actuel et montré que de plus en plus la population rejetait son administration générale et, en particulier, sa façon de gérer les affaires financières du Canada. Comme vous le savez, monsieur l'Orateur, une bonne partie des débats d'aujourd'hui ont porté sur la volonté du gouvernement de se rendre aux suggestions précises et directes qu'a faites hier soir à peine l'Auditeur général concernant la façon dont le gouvernement devrait reprendre en mains les affaires financières du pays qui sont tombées dans un si triste état.

Il est pour le moins ironique qu'en plus des questions soulevées par l'Auditeur général, la Chambre soit actuellement saisie du bill C-19, qui est censé favoriser la compression des dépenses du gouvernement. On se demande comment le gouvernement peut avoir le culot incroyable de maintenir cette mesure législative devant ce genre de condamnation directe et fondamentale dont il a été l'objet dans le dernier rapport de l'Auditeur général.

Mes collègues ont déjà mentionné un certain nombre de cas où le gouvernement a montré son incompétence croissante et, peut-être, son peu de souci de gérer convenablement les affaires financières et économiques du pays. Je n'hésite pas à dire cet après-midi, comme d'autres l'ont fait au cours de ce débat, que le bill que nous étudions actuellement est essentiellement une farce et une fraude. On voudrait nous faire croire qu'il porte sur la compression des dépenses nationales. Il n'y a pas de doute qu'il aura certains effets sur ceux qui, d'ailleurs, sont le moins capables de se protéger, mais dire qu'il comprimera les dépenses est manifestement si loin de la vérité que c'en est ridicule.

Même quand l'ancien président du Conseil du Trésor avait présenté son bilan le 18 décembre 1975, il n'avait pu fournir à l'ancien chef de mon parti et aux autres députés les détails exacts de cette prétendue coupure de 1.5 milliard de dollars. La Chambre se souviendra que même le président du Conseil du Trésor de l'époque lui-même n'avait pas bien compris la liste des postes de dépenses budgétaires et non budgétaires qu'il avait fournies. Lorsque, le soir du 18 décembre, nous lui avons demandé de comparer pour nous cette liste avec le budget courant du ministère, celui-ci a admis en toute candeur qu'il ne saurait le faire tant que le nouveau budget n'aurait pas été présenté en février de cette année.

Nous avons d'abord été saisi de ce budget, puis du budget supplémentaire, mais les choses vont de mal en pis. On prévoit maintenant que les dépenses gouvernementales devraient augmenter d'environ 16 p. 100 cette année, ce qui représente une

[M. Diefenbaker.]

hausse en valeur absolue de quelque 5.8 milliards de dollars. Quand on considère ce chiffre de 5.8 milliards au regard de ce que le président du Conseil du Trésor de l'époque avait annoncé comme possible ou probable le 18 décembre, le tour de passe-passe du gouvernement saute aux yeux. Nous avons compris que cet étrange assortiment de dépenses à réduire ou de programmes à supprimer purement et simplement n'avait pas l'envergure d'un véritable programme de compression des dépenses, mais qu'il n'était tout simplement, comme l'a décrit hier le chef de notre parti, qu'un trompe-l'œil destiné à créer dans le public l'impression que le gouvernement est vraiment sérieux quand il parle de modération des dépenses.

Dans un certain sens, on n'a plus besoin, de ce côté-ci de la Chambre, d'attirer réellement l'attention sur cette affaire, car l'Auditeur général l'a déjà fait abondamment et de façon concluante. Je n'ai pas l'intention de faire encore une fois ressortir la situation ridicule dans laquelle le gouvernement s'est mis en présentant ce bill qui n'est qu'un trompe-l'œil, mais, ainsi que je le disais il y a quelques minutes, le bill à l'étude comporte des éléments qui, en raison de la façon dont on a élaboré au petit bonheur cette mesure, auront réellement des répercussions désagréables pour les gens qui sont le moins en mesure de se protéger.

Quand cette mesure avait été présentée par le président du Conseil du Trésor d'alors et actuel ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien), j'avais fait très clairement savoir que je me préoccupais beaucoup de la nature de ces réductions et du genre de critères que l'on avait retenus pour prendre les décisions en question. Ce qui me préoccupe, comme je l'ai dit lors de la déclaration du ministre le 18 décembre et comme je l'ai répété depuis, c'est qu'on n'y découvrirait pas d'articulation maîtresse, qu'on n'y découvrirait nulle part l'aveu que certains domaines de la gestion financière échappaient au contrôle du gouvernement, qu'on n'y dressait pas une échelle des priorités, et qu'aucun critère n'y était défini quant aux responsabilités principales et secondaires du gouvernement.

● (1640)

Monsieur l'Orateur, il ne faut pas nécessairement avoir bonne mémoire pour se rappeler la dernière fois que le gouvernement a lancé un supposé programme de restrictions. En 1969-1970, le gouvernement a jugé qu'il était nécessaire de mettre en œuvre un tel programme parce que l'économie était, disait-il, chauffée à blanc. Il parlait surtout de certaines régions du centre et de l'extrême-ouest du Canada où il fallait lâcher un peu de vapeur parce que l'inflation exerçait de trop fortes pressions sur l'économie. C'était avant que le premier ministre (M. Trudeau) fasse sa première déclaration au sujet de la nécessité de mettre fin aux ravages de l'inflation. Mais ceux d'entre nous qui vivons dans les régions du Canada où l'état de l'économie est assez précaire avons constaté qu'à cause de la façon inflexible dont nous avons essayé d'attaquer l'inflation, à laquelle le gouvernement avait un peu contribué, certaines régions et provinces du Canada ont beaucoup souffert.